Distr. RESTREINTE
SR/251
15 octobre 1951
ORIGINAL : FRANCAIS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA DEUX CENT CINQUANTE ET UNIEME SEANCE

tenue à l'Hôtel de Crillon, Paris
le lundi 15 octobre 1951, à 15 heures 30

SOMMAIRE

- Communication à la presse de la lettre de la Commission du 6 octobre 1951 et réponse de la délégation d'Israël
- Réponse de la délégation de l'Egypte à la lettre de la Commission du 6 octobre 1951 (AR/59)
- Mémoire des délégations arabes (AR/60)
- Lettre de la délégation d'Israël au sujet du document SR/PM/8 du 5 octobre 1951
- Communications de l'Office de secours et de travaux
 - a) Télégramme de M. de Saint-Hardouin
 - b) Lettre et mémoire de M. Blandford

PRESENTS

<u>Président</u>	:	M. PALMER	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres</u>	:	M. MARCHAL	France
		M. ARAS	Turquie
<u>Suppléants</u>	:	M. de NICOLAY	France
		M. TEPEDELEN	Turquie
<u>Secrétariat</u>	:	M. de AZCARATE	Secrétaire principal

COMMUNICATION A LA PRESSE DE LA LETTRE DE LA COMMISSION
DU 6 OCTOBRE 1951 ET REPOSE DE LA DELEGATION D'ISRAEL

Le PRESIDENT rappelle que seules les délégations de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie ont répondu jusqu'à présent à la lettre de la Commission. La délégation d'Israël a fait savoir qu'elle répondrait lorsqu'elle aurait reçu des instructions de son gouvernement; c'est au cours d'une conversation que le représentant de ce pays a eue avec M. Barco qu'il a demandé si la Commission pourrait différer la publication de sa lettre. Le Président pense que la réponse d'Israël ne saurait tarder.

Par contre, il serait bon que la Commission détermine si la raison pour laquelle elle a accepté de différer la publication de sa lettre est toujours valable. Toutefois, il serait préférable que cette publication n'ait lieu que lorsque la Commission aura reçu au moins une réponse complète de l'une des Parties, en l'occurrence, des quatre délégations arabes.

Le Président ajoute que la Commission ne peut que déplorer vivement la parution dans un journal américain d'un article faisant allusion au fond de la lettre de la Commission.

M. MARCHAL (France) considère qu'il conviendrait de se mettre en rapport le plus tôt possible avec le représentant d'Israël et de lui dire que la Commission escomptait commencer l'examen des propositions avec la délégation d'Israël, par souci d'équité, puisqu'elle avait commencé la discussion du préambule avec les délégations arabes. On pourrait ajouter que si la délégation d'Israël n'est pas prête à aborder cet examen, la Commission espère qu'elle ne verra pas d'objection à ce que la discussion commence avec les délégations arabes.

M. Marchal précise qu'il faudrait, bien entendu, que la lettre de la Commission soit publiée avant d'entamer les discussions.

M. de AZCARATE (Secrétaire principal) rappelle qu'en règle générale la publication d'une communication adressée à des délégations est faite après un délai raisonnable permettant à ces délégations de transmettre la communication à leurs gouvernements, mais on n'attend pas la réponse de ces gouvernements et le délai est généralement de un à deux jours. On a fait exception à cette règle dans le cas d'Israël. La Commission attend déjà depuis plus d'une semaine, et M. de Azcarate ne voit pas de raison de différer davantage la publication de la lettre.

Le PRESIDENT annonce qu'on vient de lui remettre la communication d'Israël contenant la réponse du gouvernement de ce pays à la lettre de la Commission, et il en fait donner lecture.

Il est donné lecture de la réponse du Gouvernement d'Israël à la lettre de la Commission du 6 octobre 1951.

Le PRESIDENT considère que la Commission doit maintenant publier sa lettre.

M. MARCHAL (France) partage cet avis. Toutefois, la communication d'Israël ne change rien à la suggestion qu'il vient de faire. La Commission peut toujours se réunir avec la délégation d'Israël, ainsi qu'elle le demande, pour discuter les points qu'elle soulève, mais il conviendra de préciser que, de l'avis de la Commission, la question du préambule a été suffisamment discutée et qu'il faut passer à l'examen des propositions.

En effet, il ne faut pas trop différer cet examen, d'autant plus que les délégations arabes semblent pour le moment tout à fait disposées à l'aborder, ce qui peut ne pas être toujours le cas. De plus, il serait bon, en vue du rapport à l'Assemblée générale, que la Commission puisse connaître le point de vue d'une des Parties, au moins, sur ses propositions d'ensemble.

M. Marchal estime qu'Israël cherche à retarder le plus possible les travaux de la Commission, sans toutefois vouloir rompre la conférence; si telle était son intention, il le ferait sans attendre, car c'est actuellement le moment le plus propice.

M. ARAS (Turquie) partage cet avis et pense que la remarque du représentant de la France est une raison de plus pour aborder le plus tôt possible l'examen des propositions avec les délégations arabes.

M. de AZCARATE (Secrétaire principal) estime que la Commission doit étudier la réponse d'Israël avec soin, car elle soulève plusieurs questions importantes. Il craint par ailleurs qu'en acceptant de se réunir avec la délégation d'Israël pour les discuter, la Commission n'ouvre à nouveau la discussion d'un point qui était réglé par la lettre qu'elle a envoyée le 6 octobre 1951 aux délégations. En effet, cette lettre indiquait expressément que la Commission jugeait satisfaisants les deux projets de déclaration que lui avaient présentés les Parties et qu'il était opportun, par conséquent, de passer à l'examen des propositions. La Commission ne doit à aucun prix revenir sur cette considération formellement exposée dans sa lettre.

Le PRESIDENT propose que la Commission se réunisse le lendemain pour étudier la réponse d'Israël.

Il en est ainsi décidé.

REPONSE DE LA DELEGATION DE L'EGYPTE A LA LETTRE DE LA COMMISSION
DU 6 OCTOBRE 1951 (AR/59)

Le PRESIDENT considère que la question est réglée par l'examen du point précédent.

MEMORANDUM DES DELEGATIONS ARABES (AR/60)

Le PRESIDENT propose de confier l'examen de ce mémorandum au conseiller juridique de la Commission qui l'étudiera en rapport avec la communication de la Commission afin de donner un avis sur la position de la Commission en cette matière.

Il en est ainsi décidé.

M. MARCHAL (France) fait observer qu'il existe toujours un malentendu au sujet de la composition de la Commission. Les trois membres de la Commission ne siègent pas à titre personnel, mais en tant que représentants des Etats-Unis, de la France et de la Turquie. En réalité, ce sont les trois gouvernements qui sont membres de la Commission et non pas leurs représentants.

LETTRE DE LA DELEGATION D'ISRAEL AU SUJET DU DOCUMENT SR/PM/8
DU 5 OCTOBRE 1951

M. MARCHAL (France) a eu l'occasion de parler de cette question avec le représentant d'Israël. M. Fischer n'a fait allusion qu'aux paragraphes 1 et 2 de sa communication. Au sujet du paragraphe 1, M. Marchal lui a fait observer que le compte rendu reproduisait fidèlement la teneur de la réponse faite à la délégation d'Israël.

Quant au paragraphe 2, M. Marchal a répondu à M. Fischer qu'il était dans l'erreur s'il avait compris que la Commission s'engageait à soumettre le projet de pacte de la délégation d'Israël aux délégations arabes. Il est bien clair qu'il ne s'agissait que d'une simple communication. Il semble que la délégation d'Israël voudrait faire dire à la Commission, dans le compte rendu, que la proposition des délégations arabes lui donne une satisfaction partielle alors que celle de la délégation d'Israël la satisfait totalement. M. Marchal admet fort bien que le représentant d'Israël modifie la partie du compte rendu relative à son intervention, sous réserve toutefois qu'il ait effectivement dit ce qu'il veut ajouter, mais il n'y a pas de raison qu'il veuille lui-même modifier le résumé des interventions des membres de la Commission. M. Marchal estime que la teneur du compte rendu est conforme à la discussion qui a eu lieu.

Le PRESIDENT partage l'avis de M. Marchal. Il rappelle qu'il a répondu en substance au représentant d'Israël que son projet de pacte allait plus loin que la suggestion initiale de la Commission et qu'il semblait qu'une déclaration présentée sous cette forme serait prématurée. A cette occasion, les représentants de la Turquie et de la France ont appuyé le Président. Il est clair que la question de forme est le point essentiel en cause.

M. ARAS (Turquie), rappelle que le représentant d'Israël a donné satisfaction à la Commission lors de la réponse qu'il a faite au début de la conférence. La difficulté actuelle est due à ce que le Gouvernement d'Israël a voulu aller trop loin par la suite.

M. de AZCARATE (Secrétaire principal) pense que la Commission doit répondre, au sujet du paragraphe 1 de la communication d'Israël, qu'elle a examiné avec soin les comptes rendus pertinents, et a conclu que l'idée sur laquelle M. Fischer a appelé l'attention se dégage très clairement de l'ensemble de ces textes. En ce qui concerne le paragraphe 2 de la communication, l'interprétation de la délégation d'Israël est erronée.

M. de Azcarate estime que seul le paragraphe 3 de la communication d'Israël peut éventuellement donner lieu à un rectificatif au compte rendu en question.

COMMUNICATIONS DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX

a) Télégramme de M. de Saint-Hardouin

Le PRESIDENT pense qu'il n'y a pas d'inconvénient à ce que la Commission se réunisse le 31 octobre avec la Commission consultative de l'Office. Cette dernière sera certainement en mesure de communiquer des renseignements et des indications utiles ayant un rapport avec certains aspects des travaux de la Commission.

M. MARCHAL (France) partage cet avis, mais précise que l'on ne pourra, à cette date, procéder qu'à un échange de vues préliminaire sur des questions générales. En effet, ce n'est que le 12 novembre que sera abordée la question des rapports.

M. Marchal tient à signaler, à titre d'indication, que M. Blandford compte remettre son rapport le 21 novembre.